

## **Pour un Parti communiste de lutte de classes, indépendant et révolutionnaire**

### **Etienne Allombert – Section de Villefranche Beaujolais – Fédération du Rhône**

Le Parti communiste français est né d'un acte politique clair : la volonté de doter la classe ouvrière d'un outil politique indépendant pour transformer la société. Au Congrès de Tours en 1920, celles et ceux qui allaient fonder le Parti communiste ont fait un choix décisif. Ils ont choisi de rompre avec la social-démocratie de l'époque pour construire un parti capable d'organiser la lutte de classes et de porter une perspective révolutionnaire. Ce choix reposait sur quelques idées simples mais fondamentales : l'indépendance politique de la classe ouvrière, l'organisation collective des travailleurs et l'objectif d'un dépassement du capitalisme par le socialisme.

Plus d'un siècle plus tard, ces principes restent d'une actualité frappante. Le capitalisme contemporain traverse une crise profonde. Les inégalités explosent, la richesse se concentre entre les mains d'une minorité toujours plus réduite, les services publics sont fragilisés, le travail est précarisé et les équilibres écologiques sont menacés. Pourtant, dans le même temps, les forces politiques qui se réclament de la transformation sociale apparaissent affaiblies. Cette contradiction doit être regardée en face. Ce n'est pas la lutte de classes qui a disparu. C'est la capacité des organisations politiques issues du mouvement ouvrier à l'incarner clairement qui s'est progressivement affaiblie.

Le capitalisme d'aujourd'hui confirme pourtant avec force les analyses développées par Marx. La mondialisation capitaliste n'a pas atténué les logiques d'exploitation, elle les a intensifiées. La concentration du capital s'est accélérée, la finance exerce un pouvoir considérable sur les choix économiques, les travailleurs sont mis en concurrence à l'échelle mondiale et les États eux-mêmes se trouvent de plus en plus soumis aux exigences des marchés. En France, la richesse produite par le travail n'a jamais été aussi élevée, mais sa répartition n'a jamais été aussi inégalitaire. Une poignée de grandes fortunes détient aujourd'hui un pouvoir économique gigantesque tandis que les politiques publiques organisent la compression des salaires, la remise en cause des protections sociales et la privatisation progressive de secteurs entiers de l'économie. Dans ce contexte, la question posée par Marx reste pleinement d'actualité : qui contrôle les moyens de production et la richesse produite ?

Depuis plusieurs décennies, la gauche française traverse une crise profonde. Cette crise ne peut pas être réduite à des erreurs électorales ou à des problèmes d'organisation. Elle tient à une évolution plus profonde, celle de l'abandon progressif d'une stratégie de transformation du système économique. À partir des années 1980, une grande partie de la gauche institutionnelle s'est adaptée aux contraintes du capitalisme financiarisé et aux règles du marché européen. La transformation sociale a été progressivement remplacée par la gestion du système existant, et la politique s'est souvent réduite à une logique d'alternance électorale. Cette évolution a profondément

désorienté les classes populaires et contribué à nourrir la défiance à l'égard de la politique.

Dans ce contexte, la question du rassemblement s'est progressivement imposée comme un élément central des stratégies politiques à gauche. Les communistes ont toujours défendu le principe du rassemblement populaire. Mais il faut reconnaître que ce qui devait être un moyen est parfois devenu un objectif en soi. Or l'histoire du mouvement ouvrier montre que le rassemblement n'est efficace que lorsqu'il repose sur l'existence d'un parti communiste fort, clairement identifié et politiquement indépendant. Lorsque cette indépendance disparaît, le rassemblement se transforme en dilution politique.

Pour réfléchir sérieusement à cette question, il faut aussi analyser les forces politiques avec lesquelles nous sommes amenés à travailler ou à débattre. Le Parti socialiste appartient historiquement à la tradition social-démocrate. Mais cette tradition s'est profondément transformée au cours des dernières décennies. Dans la plupart des pays européens, la social-démocratie est devenue un gestionnaire du capitalisme. En France, les expériences gouvernementales successives ont illustré cette évolution avec des politiques de privatisations, de libéralisation économique et d'acceptation des contraintes du marché européen. Aujourd'hui, le Parti socialiste occupe dans les faits une position située au centre de l'échiquier politique et cherche avant tout à gérer le système existant. Dans ces conditions, les alliances avec le Parti socialiste doivent être abordées avec prudence et lucidité.

La France insoumise occupe une place particulière dans le paysage politique. Elle a su capter une partie importante de la colère sociale et du rejet des politiques libérales. Son discours critique vis-à-vis du néolibéralisme trouve un écho réel dans une partie du monde du travail. Mais sa stratégie repose essentiellement sur une opposition entre le peuple et les élites et sur la conquête du pouvoir par les institutions. Cette orientation relève davantage d'une forme de populisme de gauche que d'une stratégie de transformation révolutionnaire de la société. Elle s'inscrit finalement dans une logique qui reste proche de la social-démocratie, même si elle en constitue une version plus radicale dans le discours.

La situation des écologistes est encore différente. L'écologie politique regroupe aujourd'hui des courants très divers. Certains portent une critique réelle du capitalisme productiviste, d'autres s'inscrivent dans une logique compatible avec l'économie de marché. Cette diversité rend leur positionnement parfois difficile à cerner et impose, là aussi, une approche prudente dans la construction d'alliances.

Tout cela ne signifie pas que les communistes doivent refuser toute convergence avec d'autres forces politiques. Dans de nombreuses situations, des coopérations peuvent être utiles pour faire avancer des luttes ou défendre certaines conquêtes démocratiques. Mais il est essentiel de rappeler que le rassemblement ne peut pas

constituer l'horizon stratégique du Parti communiste. Il doit rester un outil tactique, utilisé lorsque les conditions politiques le permettent et lorsque les intérêts du monde du travail l'exigent.

La reconstruction du Parti communiste ne pourra se faire que si nous retrouvons une indépendance politique claire. Cette indépendance ne signifie pas le repli ou l'isolement. Elle signifie simplement que le parti doit être capable de définir sa propre stratégie, de porter ses propres analyses et de défendre un projet de transformation radicale de la société. L'histoire montre que les communistes ont été capables de rassembler largement lorsqu'ils étaient politiquement forts et clairement identifiés.

Mais cette reconstruction ne se fera pas seulement dans les débats politiques ou dans les institutions. Elle se fera d'abord dans la société. Le Parti communiste doit redevenir une force profondément ancrée dans le monde du travail. Cela suppose de renforcer les liens avec les luttes syndicales, de développer des organisations communistes dans les entreprises et de reconstruire une présence militante dans les secteurs populaires. Un parti communiste qui n'est plus enraciné dans les lieux de travail finit par perdre le lien avec celles et ceux qu'il prétend représenter.

Il faut aussi être attentif à une évolution qui traverse aujourd'hui l'ensemble de la vie politique : la tendance croissante à la personnalisation. La logique médiatique contemporaine pousse à réduire les organisations politiques à quelques figures visibles, parfois même à un seul visage. Cette évolution peut sembler efficace dans certaines batailles électorales, mais elle comporte un risque réel pour un parti comme le nôtre. Le Parti communiste n'est pas né autour d'un homme providentiel. Il est né d'une organisation collective du mouvement ouvrier. Sa force a toujours reposé sur l'engagement de ses militants, sur l'intelligence collective du parti et sur son enracinement dans les luttes sociales. Si nous laissons s'installer l'idée que l'avenir du parti dépendrait d'une personnalité, aussi sincère ou talentueuse soit-elle, nous nous éloignerions profondément de notre culture politique. Les communistes savent depuis longtemps que l'émancipation ne peut pas être le produit d'un chef ou d'un tribun. Elle est l'œuvre consciente des travailleurs eux-mêmes. C'est le sens profond de ce que rappelle la devise du mouvement ouvrier : **ni dieu, ni César, ni tribun**. Dans une période où la politique est trop souvent réduite à des stratégies électorales ou à des confrontations de personnalités, il est d'autant plus nécessaire que le Parti communiste réaffirme ce principe simple : nos orientations et nos stratégies doivent être guidées par les intérêts du monde du travail et par la perspective de transformation sociale, et non par les seules échéances électorales.

Il est également nécessaire de réarmer théoriquement le parti. La crise du mouvement communiste est aussi une crise de formation et de réflexion. Le marxisme doit redevenir un outil central pour comprendre les transformations du capitalisme contemporain et pour élaborer une stratégie de transformation sociale. Former des militants capables

d'analyser les contradictions du système est une condition essentielle pour reconstruire un parti révolutionnaire.

Enfin, le Parti communiste doit assumer clairement l'objectif d'un dépassement du capitalisme. Les crises sociales, écologiques et démocratiques que nous traversons ne sont pas des accidents. Elles sont le produit du système lui-même. Cela implique de remettre à l'ordre du jour des questions fondamentales comme la propriété des grands moyens de production, le pouvoir des travailleurs dans l'entreprise, la planification écologique et le rôle central des services publics. Ces orientations ne relèvent pas d'un simple réformisme radical. Elles constituent les bases d'une transition vers une société socialiste.

Le 40<sup>e</sup> congrès du Parti communiste français doit être un moment de clarification. Nous devons choisir la voie que nous voulons emprunter. Continuer sur une ligne où le Parti communiste s'efface progressivement dans des alliances qui le rendent de moins en moins visible, ou engager un travail de reconstruction pour redevenir une force centrale du mouvement populaire. Retrouver une orientation de lutte de classes, affirmer notre indépendance politique et porter une perspective révolutionnaire n'est pas une nostalgie du passé. C'est la condition pour que le Parti communiste puisse retrouver sa force, sa crédibilité et son utilité historique.